

Appel conjoint du 10 octobre 2014

Alors que nous célébrons la 12e Journée mondiale contre la peine de mort, nous lançons un appel conjoint en faveur du respect universel de la dignité humaine. La peine de mort, un des sujets les plus complexes et controversés de notre époque, continue à mettre au défi les valeurs fondamentales de nos sociétés et notre compréhension de la justice.

Nous respectons l'avis de ceux qui soutiennent encore la peine de mort, et nous affirmons que chacun a le droit d'être protégé contre la violence et la criminalité. Toutefois, l'exécution imposée par l'Etat n'a plus sa place au 21e siècle. Une justice moderne ne peut se limiter à n'être que punitive et vindicative.

Les principales objections à la peine de mort sont bien connues. La croyance populaire veut que la peine de mort ait un effet dissuasif ; or, rien ne prouve que tel est effectivement le cas. Avec la sentence capitale, une erreur judiciaire, toujours possible, se traduit inévitablement par la mise à mort d'un ou d'une innocente. Les pauvres, vulnérables et marginalisés sont souvent condamnés à mort de manière disproportionnée, renforçant ainsi la discrimination contre les plus faibles au sein de nos sociétés. Finalement, la peine de mort n'apporte ni une compensation équitable ni un soulagement spirituel aux victimes de crimes et à leurs familles. Au contraire, tuer conduit à davantage de haine et de violence - l'exact opposé de ce vers quoi devrait tendre un système de justice moderne.

Cet appel mondial est le premier à être lancé conjointement par des pays abolitionnistes et non-abolitionnistes. Nous reconnaissons que l'échange et la coopération sont essentiels pour arriver à développer des systèmes de justice plus efficaces et plus humains. Nos pays ont l'expérience et la motivation pour faire de la peine de mort une sentence du passé. Une vaste majorité de pays soutiennent déjà l'abolition universelle ; notre espoir partagé est que tous rejoignent bientôt ce mouvement.

Signé par les ministres des affaires étrangères suivants (pays):

Héctor Marcos Timerman (Argentine), Julie Bishop (Australie), Nassirou Bako Arifari (Bénin), Djibrill Yipènè Bassolé (Burkina Faso), Duly Brutus (Haïti), José Antonio Meade Kuribreña (Mexique), Luvsanvandan Bold (Mongolie), Børge Brende (Norvège), Albert F. del Rosario (Philippines), Philip Hammond (Royaume-Uni), Didier Burkhalter (Suisse), Mevlüt Çavuşoğlu (Turquie)